

Le 1^{er} Novembre 1954, un événement fondateur, faits et représentations

Fouad SOUFI ⁽¹⁾

Il peut être plutôt paradoxal en ces moments de commémoration du 50^{ème} anniversaire de l'Indépendance, d'évoquer le 1^{er} Novembre 1954 !

Paradoxe ? Pas vraiment, car sans le 1^{er} Novembre 1954, pas de 19 mars, et pour cause, et pas de 5 juillet, ou du moins un autre 5 juillet, une autre Indépendance, une autre Algérie.

Mais je me dois de dire également qu'en 1995, il m'avait été donné de présenter un texte sur le même sujet et que depuis, nombre d'acteurs ont publié leurs témoignages, apportant des informations autrement plus précises sur cette nuit du 31 octobre au 1^{er} Novembre et sur cette journée du 1^{er} Novembre 1954.

L'apport des témoignages écrits et filmés des moudjahidines permettent à l'historien d'effectuer un double mouvement :

- sortir du face à face avec les archives quelles qu'elles soient, écrites, filmées, iconographiques ;

- changer d'échelle aller vers une histoire à l'échelle humaine, une histoire vivante si j'ose dire. Prendre donc un microscope.

Mon souci aujourd'hui c'est de ne me préoccuper que de ce qui s'est passé durant la nuit du 31 octobre au 1^{er} Novembre et durant la journée du 1^{er} Novembre. On comprendra alors qu'il ne sera pas question de ce qui s'est passé le 2 novembre et les jours suivants.

Par contre et au niveau de l'usage du 1^{er} Novembre et de ce qu'il a pu représenter, six remarques m'ont paru essentielles :

- 1- Toutes les tendances politiques nationales se réclament des principes énoncés dans la Proclamation du FLN.

- 2- On assiste ces dernières années à ce que M. Mohamed Djeghaba a appelé, sans aller hélas plus loin, des *guéguerres mémorielles*.

(1) Centre de Recherche Scientifique et Technique en Anthropologie Sociale et Culturelle, 31000, Oran, Algérie.

D'aucuns mettent en avant leurs souvenirs (je ne dis pas mémoire) et prétendent à l'histoire.

D'autres, en dignes héritiers, revendiquent, mais chacun pour soi, pour les deux *20 août*, du *5 juillet* et dernièrement du *19 mars* un statut spécial et cherchent à leur donner une dimension symbolique et politique aussi importantes que le 1^{er} Novembre.

a. Les deux 20 août

Le *20 août 1955*, c'est la wilaya II et le *20 août 1956*, la wilaya III. Or avec ceux de la wilaya I, les moudjahidine de ces wilayas estiment avoir jusqu'au début 1956 avoir supporté seuls le poids de la lutte.

b. Le débat sur la place du 5 juillet est encore plus complexe

Des écrits de personnalités politiques, Nordine Aït Hamouda, et d'universitaires, Brahim Brahimi, ont rappelé que la date véritable de l'Indépendance est le *3 juillet*, donc le choix du 5 juillet n'est rien d'autre qu'une des nombreuses falsifications / manipulations de notre histoire. Il est admis aussi que ce choix est une sorte de défi à un autre 5 juillet celui de 1830 : la date de *sortie* est celle de *l'entrée*.

Cette relation a dû certainement fonctionner dans l'esprit de ceux qui pouvaient se faire entendre à cette date : GPRA, commandants de wilayas. Mon hypothèse est qu'il faut faire le lien avec le 5 juillet 1961 et la Grande Grève Nationale contre la partition lancée par le GPRA et qui a connu un succès incontestable, faisant ainsi du GPRA, l'authentique et indiscutable représentant du peuple algérien aux yeux de la communauté internationale et bientôt de l'opinion publique française.

Jusqu'à présent le 5 juillet 1830 était qualifié de journée de deuil, tant par le MTLD que par le GPRA. En tout état de cause, des voix dans la presse ont souhaité ériger cette date en seconde fête nationale à l'égal du 1^{er} Novembre.

Enfin, et toujours selon nos journaux, les filles de Krim Belkacem auraient souhaité de *faire du 19 mars une date aussi importante* pour notre calendrier révolutionnaire que le 1^{er} Novembre. Pourtant la stature historique de Krim Belkacem ne se limite pas, loin de là, à la seule présidence de la délégation algérienne aux Accords d'Evian.

Donc de la même manière que l'on oppose les uns aux autres les témoignages de ceux qui se sont battus pour la libération du pays, on se complait non pas à enrichir notre connaissance sur les événements mais à les mettre en contradiction les uns aux autres dans une sorte de guerre de positions qui masque à peine des conflits d'intérêts et des conflits politiques actuels.

Certains moudjahidine seraient historiquement plus légitimes que d'autres. Par ailleurs, force est de constater que jamais la liste de ceux qui ont fait le 1^{er} Novembre n'a été établie et si elle l'a été, elle n'a jamais été rendue publique. D'où la pertinence d'une question basique : combien étaient-ils cette nuit-là ? Je reviendrais sur cette question des chiffres.

1. Nous n'avons toujours pas, non plus, et à ce jour, d'étude précise sur cette *nuit rebelle*, cette *nuit prometteuse*. Les ouvrages et les articles, académiques ou pas, évoquent certes les préparatifs, les origines ; ils étudient les causes et les conséquences ; ils dissertent sur la Déclaration du FLN et accessoirement sur l'Appel de l'A.L.N. - lequel n'est mentionné par aucun document officiel. Seul Mohamed Harbi dans son livre paru en 1984, essaie de faire le point et donne des noms et des faits.

Par contre, il s'est construit autour de cette date du 1^{er} Novembre une vérité historique façonnée depuis pratiquement les débuts de l'historiographie de la Guerre de libération nationale, il y a une quarantaine d'années, depuis plus précisément la publication de l'ouvrage d'Yves Courrière.

2. Enfin, mais ailleurs, des personnes, *a priori* animées de bonnes intentions essaient d'ouvrir un nouveau débat : les choses auraient-elles pu se dérouler autrement ? Le 1^{er} Novembre aurait-il pu être évité ? En d'autres termes une solution à la *sud-africaine* était-elle possible en Algérie ? Il se trouve que le colonialisme, qui est consubstantiel au racisme, le système colonial qui ne peut fonctionner que dans le déni de droit, n'est pas dissoluble dans la démocratie. L'État colonial n'est compatible, ni avec l'égalité, ni avec la liberté et encore moins avec la fraternité.

Les faits sont là et les faits sont têtus. On ne réécrit pas l'histoire et comme le disait si bien l'historien anglais Moses Finley : « Ce n'est pas l'histoire qu'il faut changer, mais le monde ». Le 1^{er} Novembre, cette étincelle qui a fini par mettre le feu à la prairie, a apporté sa part au changement du monde. C'est, en ce

sens, qu'il est pour nous un événement fondateur, un marqueur de notre identité nationale.

Les questions restent entières en ce qui concerne les rapports que nous avons établis avec ce qui s'est passé dans la nuit du 31 octobre au 1^{er} Novembre 1954 et au cours de cette journée. Quelle histoire avons-nous forgé et transmis, à partir de quelles sources et comment ce savoir est-il transmis ?

Quand la mémoire des acteurs est la seule source à défaut des archives qu'elles fussent celle de l'ALN, celles de l'armée et de la police françaises, la voie la moins escarpée, est celle qui consiste à se poser des questions basiques :

**Qui a participé ? Combien étaient-ils ? Qu'ont-ils fait ?
Quand et où ?**

C'est-à-dire qu'il faudrait savoir qui était, cette nuit-là et combien ils étaient? Qu'ont-ils voulu faire? Qu'ont-ils pu faire? Qu'ont-ils faits? Où l'ont-ils fait? Quand? Comment le savons-nous ?

a. Qui ?

On connaît les noms des responsables : les Cinq (Boudiaf, Ben Boulaïd, Ben M'hidi, Bitat et Didouche) devenus les Six avec l'adhésion de Krim Belkacem, fin août 1954, puis les Neuf (Ben Bella, Aït-Ahmed et Khider). On connaît les 21 ou les 22, Les 5 chefs de zones et leurs adjoints. Grâce aux différents témoignages de ces dernières années, il est loisible de retrouver les noms des chefs de secteurs, des chefs de groupes et des militants de base.

La première question est de comprendre les rôles respectifs des différents groupes et principalement le groupe des 22. L'Affaire de Constantine qui semble être une affaire emblématique du rapport conflictuel que l'Histoire peut avoir avec la Mémoire. On sait qu'au moins les 4 Constantinois du Groupe des 22 (qui en comptait 7) n'ont pas participé et qu'il ne s'est rien passé à Constantine cette nuit-là, comme dans beaucoup d'autres villes : Guelma, Sétif, Blida, Sidi Bel Abbès, etc. Pourquoi ce que l'on nomme le Groupe de Constantine à savoir, Mohamed Mechat, Abdessalem Habachi, Rachid Mellah et Said Bouali n'a pas participé au 1^{er} Novembre ? Si l'on en croit Abdelmajid Merdaci, c'est Abderrahmane Guerras, ancien responsable de l'O.S. à

Constantine qui les en auraient dissuadés, lui-même animé par son refus de reconnaître l'autorité de Mohamed Boudiaf. Mais, Tahar Zbiri rapporte dans ses *Mémoires* qu'il tient de la bouche de Mostéfa Ben Boulaïd que c'est Hocine Lahouel qui les en a convaincu de la nécessité de reporter la date de la Révolution, les conditions n'étant pas réunies. Feu Abdessalam Habachi et Mohamed Mechaty sont clairs, sur ce point. Ils ne sont pas retirés, le groupe de Constantine a été écarté sciemment par entre autres Boudiaf et Ben Boulaïd, Didouche Mourad ayant refusé leurs explications. Les militants de Blida auraient vécu le même scénario, avec la même intervention de Hocine Lahouel. Est-ce important ? Tout dépend de l'usage que l'on veut en faire. Mais c'est surtout important pour cette histoire au microscope qu'il nous faudra bien faire un jour, cette histoire à taille humaine qui nous permet de comprendre la réalité (pas la vérité) des faits et quitter le champ des généralités sans cesse ressassées. C'est ce que fait déjà Ouarda Tengour avec beaucoup de bonheur et encore plus de science. C'est important, car au-delà des susceptibilités personnelles, les conflits de personnes rapportés par les témoins, montrent le rôle central qu'a joué Mohamed Boudiaf avec le soutien, des quatre puis cinq autres, dans l'accélération du cours des événements. Par-delà l'Affaire de Constantine, se pose celle du statut historique du groupe dit des 22.

b. Combien étaient-ils ?

Mais cela ne nous fournit pas un chiffre global et en tout état de cause on est très loin des 1200 que le Ministère des Moudjahidine nous fournit dans son site.

Il faut continuer à relever qu'il n'existe aucune liste officielle des militants qui ont fait le coup de feu cette nuit-là. Si elle a été établie, elle n'a jamais été rendue publique 50 ans après l'Indépendance et bientôt 60 ans après le 1^{er} Novembre. Les évaluations présentées lors du Congrès de la Soummam, sont tout aussi loin des 1200. Dans tous les cas de figures, il n'y a donc pas de liste officielle.

Ces chiffres, il peut y avoir d'autres sources montrent à leur tour que l'essentiel n'est pas dans le nombre mais dans la détermination, dans les convictions. Les défections de dernières minutes ajoutent à la confusion. La question alors est de comprendre l'opportunité ou pas de cette date. Confirmer ou pas

ce passage en force des Six avec l'appui des Trois du Caire, mais ils sont loin.

c. Que s'est-il passé ? Et où ?

Trente attentats nous a-t-on dit, trente actions armées devrait-on dire.

Regardons cette carte, en couleur et soyons clairs. C'est celle diffusée par la presse coloniale le 2 novembre. Donc il ne s'est rien passé à Oran ni là où les actions n'ont pu avoir lieu. Cette carte est devenue quasi-officielle puisqu'elle est présentée dans nos musées.

Ne pas reconnaître ce qui s'est passé à Oran, revient à effacer les raisons qui ont conduit à l'exécution d'Ali Chérif Cheriet. Il se trouve que c'est aussi accréditer la thèse du service de propagande du Gouvernement Général qui fait passer l'instituteur Guy Monnerot fait ainsi première victime du déclenchement de la guerre.

d. Quoi ? La Proclamation et l'Appel

Faut-il le dire et le répéter que la Proclamation a été rédigée en français et traduite beaucoup plus tard en arabe. Faut-il le dire et le répéter qu'il y eut un autre appel celui de l'ALN retrouvé sur le corps de Ramdane Benabdelmalek et dont une version française a été publiée par Mahfoud Kaddache puis par Henri Alleg ?

Nous avons enfin des précisions grâce aux témoignages des uns et des autres. C'est bien Boudiaf qui dicte le texte à un journaliste, Ahmed Laïchoui. Il obtient l'accord de ses camarades pour le contenu. On sait que pour la zone III (et non pour toute l'Algérie, et avec l'accord de Krim Belkacem, ces documents ont été ronéotés chez Zamoum en 2300 exemplaires pour l'Appel de l'ALN et 2100 pour la Proclamation (Kechida dixit p. 121) et diffusé dans la région. Les autres membres du groupe reproduisent et font distribuer la Proclamation chacun dans sa zone. Il revient à Boudiaf de transmettre le texte aux « Trois » fondateurs qui demeurent au Caire et la suite est connue.

Mais il y a comme une évolution dans la lecture de la Proclamation, Mohamed Djeghaba et Rédha Malek insistent sur le fait que c'était là un appel à la Paix. Un appel programmatique au peuple algérien, certes, mais une ouverture en direction de l'ennemi.

e. Qu'en savons-nous ?

Beaucoup d'actions ont échoué en raison souvent de la défaillance de certains militants. Mais le choc a été rude pour l'Etat colonial. Le chef de la Sûreté, le préfet Vaujour tout comme les préfets ont été réveillés la nuit même, mais aucun n'était au courant des préparatifs. La surprise a été totale. Les arrestations des militants et responsables du MTLD illustrent leur désarroi et leur ignorance des faits.

La source première est le témoignage de Mohamed Boudiaf. Mohamed Mechat et Abdessalem Habachi ont exposé de long développement sur le sujet dans leurs Mémoires.

La quête continue.

Bibliographie non exhaustive

Aït Hamoud, N., différents articles dans les journaux dont celui paru dans *Le Soir* du 7 juillet 2010.

Alleg, H. (dir.), (1981), *La Guerre d'Algérie*, 3 tomes, Paris, éd. Messidor-Temps Actuels.

Benkhedda, B. (1989), *Les origines du 1^{er} Novembre 1954*, Alger, éd. Dahlab.

Courrière, Y. (1972), *Les fils de la Toussaint*, Paris, Fayard.

Djeghaba, M. *Monologue dialogue, des doutes à la certitude*, Alger, éd. Praticom, col. Documents d'actualité et archives.

Finley, M, (1981), *Mythe, mémoire, histoire*, Paris, Flammarion.

Habachi, A. (2008), *Du Mouvement national à l'indépendance, itinéraire d'un militant*, Alger, Casbah éditions.

Harbi, M. (1984), *1954, La guerre commence en Algérie*, Bruxelles, éd. Complexe.

Kaddache, M. (1980), *Histoire du nationalisme algérien, 1919-1951*, Alger, SNED, 2 tomes.

Kechida, A. (2001), *Les architectes de la révolution*, Alger, éd. Chihab.

Malek, R. (1996), *L'Algérie à Evian. Histoire des négociations secrètes 1956-1962*, Paris, Le Seuil.

Mechati, M. (2009), *Militant de l'Indépendance algérienne, mémoires, 1921-2000*, Alger, éd. Dahlab.

Vaujour, J. (1985), *De la révolte à la révolution : aux premiers jours de la Guerre d'Algérie*, Paris, Albin Michel.

Zbiri, T. (2010), *Mémoires du dernier chef historique des Aurès (1929-1962)*, Alger, éd. Anep.